

Décision n° 01–321 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 28 mars 2001 attribuant des ressources en numérotation à la société XTS Network Océan Indien (numéros de la forme 02 62 36 MC DU)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L.34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 4 août 2000 autorisant la société XTS Network océan indien à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu les courriers au nom de la société XTS Network Océan Indien reçus les 13 décembre 2000, 7 février 2001 et 16 mars 2001 ;

Vu la lettre de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 9 janvier 2001 ;

Après en avoir délibéré le 28 mars 2001 ;

Décide :

Article 1er – Les numéros de la forme 02 62 36 MC DU sont attribués à la société XTS Network Océan Indien (Siren : 429 573 157) pour la fourniture du service téléphonique au public dans la zone de numérotation élémentaire de Saint-Denis, dans le département de la Réunion.

Article 2 – La société XTS Network Océan Indien acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Au 31 janvier de chaque année, la société XTS Network Océan Indien adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 – Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal*

officiel de la République française.

Fait à Paris, le 28 mars 2001

Le Président

Jean-Michel Hubert